

Ces pays européens qui réussissent

Article rédigé par *Contrepoints*, le 20 mai 2021

Source [Contrepoints] Comme le montrent le Luxembourg, la Suisse et l'Irlande, ce ne sont pas nécessairement les dépenses sociales et la redistribution qui élèvent le niveau des plus pauvres.

Les sociaux-démocrates font souvent l'éloge des pays nordiques en tant qu'exemples du succès de l'imposition progressive, des États-providence généreux et des syndicats puissants.

Les partisans du libre échange ont répondu que non seulement ces pays se sont enrichis [bien avant que ces politiques soient mises en place](#), mais qu'ils ont également autant d'agilité réglementaire que les États-Unis, selon les données de la Banque mondiale.

Cependant, nous devrions également tourner nos regards vers les pays qui ont adopté ce que l'on appelle le [néo-libéralisme](#) comme moyen de s'enrichir et de réduire la pauvreté. Il s'avère que cette stratégie a fait ses preuves et que certains pays d'Europe ont des niveaux de vie tout aussi élevés, sinon plus, que ceux des pays scandinaves. Nous examinerons ici trois exemples.

LE LUXEMBOURG

Le Forum économique mondial est célèbre pour sa volonté de « [remettre à zéro](#) » le capitalisme [afin de pouvoir](#) « *orienter le marché vers des résultats plus équitables, en tenant compte des risques et des opportunités environnementaux et sociaux et en ne se concentrant pas uniquement sur les profits financiers à court terme* ».

Cependant, chaque année, le Forum économique mondial présente l'indice de compétitivité mondiale. Le but est de classer les pays les plus développés économiquement et les plus productifs de la planète en termes d'infrastructures, d'éducation et de santé publique.

Cet indice composite comporte douze indicateurs principaux : les deux plus pertinents pour notre propos sont les premier et septième indicateurs, « institutions » et « efficacité du marché du travail ». Au sein de chaque indicateur, il existe des sections plus petites. Les institutions comprennent des facteurs tels que les « droits de propriété », le « poids de la réglementation gouvernementale » et le « gaspillage des dépenses publiques », tandis que l'efficacité du marché du travail inclut « l'effet de la fiscalité sur les incitations à travailler ».

On peut facilement utiliser les données du Forum économique mondial pour démontrer que les pays les plus prospères du monde sont orientés vers le marché et favorables aux entreprises. Ici, notre exemple est le Luxembourg.

Selon le Pew Research Center, une personne à faible revenu au Luxembourg est [plus riche](#) qu'une personne à

faible revenu dans n'importe quel autre pays occidental, y compris les pays nordiques.

Le pays peut se vanter d'avoir [la deuxième classe moyenne la plus riche au monde](#) et [le revenu médian le plus élevé au monde](#). Malheureusement, le Pew Research Center ne définit pas les limites du percentile de revenu de chaque catégorie. Afin de compléter nos propos, les [informations d'Eurostat](#) montrent qu'en 2019, les 10 % les plus pauvres du Luxembourg sont les quatrièmes plus riches d'Europe.

Comment expliquer ce phénomène ? Le gouvernement luxembourgeois consacre-t-il des sommes considérables à l'aide sociale ?

Si les dépenses sociales sont légèrement supérieures à la moyenne de l'OCDE, [à 21,6 % du PIB](#), le Luxembourg reste en dessous de nombre de ses voisins. En fait, les prélèvements fiscaux représentent 33,8 % de l'économie luxembourgeoise, ce qui est très inférieur à la moyenne ; [beaucoup considèrent même le Luxembourg comme un paradis fiscal](#). Grâce à des taux d'imposition favorables sur la propriété, les sociétés et le capital, [le Luxembourg se classe cinquième dans l'indice de compétitivité fiscale](#).

C'est ici que les [données](#) du Forum économique mondial prennent sens. Certes, le Luxembourg est mal classé pour la facilité de création d'une entreprise.

Toutefois, il se classe :

- au neuvième rang pour le poids de la réglementation gouvernementale sur les entreprises, c'est-à-dire le degré de liberté d'une entreprise par rapport à la bureaucratie ;
- au cinquième rang pour les droits de propriété ;
- au troisième rang pour la protection de la propriété intellectuelle ;
- au dixième rang pour les effets de la fiscalité sur les incitations à travailler ;
- au huitième rang pour les effets de la fiscalité sur les incitations à investir ;
- au douzième rang pour le total des impôts en pourcentage des bénéfices.

Selon ces critères, le Luxembourg est une véritable économie de marché. Il a une longue histoire d'adhésion à la liberté économique. [Entre 1970 et 2001](#), il a constamment occupé l'une des dix premières places de l'indice de liberté économique de l'Institut Fraser.

Ludwig von Mises [nous a enseigné](#) que la productivité marginale du travail, et donc les salaires, sont déterminés par la facilité avec laquelle les entreprises peuvent investir et accumuler du capital, sans paperasserie, sans fiscalité, sans bureaucratie, sans dette publique et sans inflation. L'environnement favorable aux entreprises au Luxembourg explique pourquoi le pays [possède les travailleurs les plus productifs au monde](#). Par conséquent, selon les normes internationales les pauvres au Luxembourg ont un niveau de vie très élevé.